

Ciment: La consommation pique du nez

- Un recul de 4,4% au premier semestre

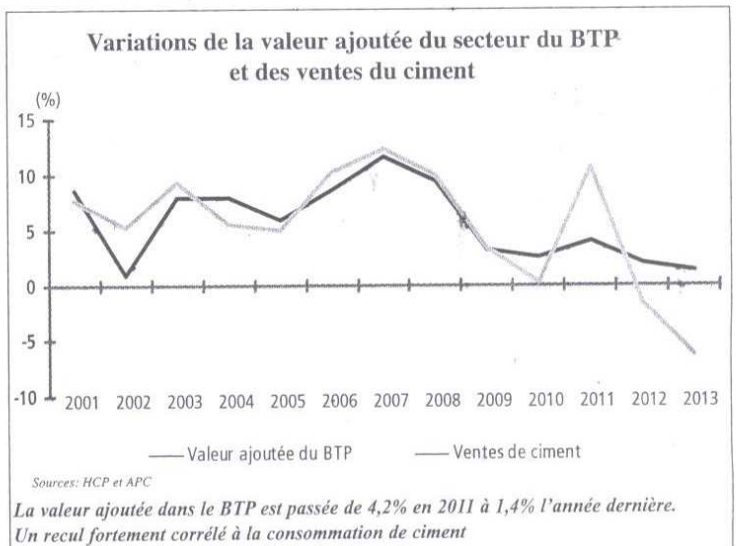
- La crise du BTP a des effets contagieux

- Les communales devront relancer la machine

AU moment où la course aux prévisions de croissance bat son plein, un nouvel indicateur vient de s'ajouter au lot. Les lectures peuvent différer d'un économiste à un autre, mais pour beaucoup, la consommation de ciment reflète le niveau de développement du pays. Plus une économie consomme de ciment, plus elle se trouve dans une phase de construction de ses infrastructures et donc de croissance. Sur ce registre, le bilan est plutôt négatif. Au premier semestre, la consommation de ciment a reculé de 4,4% pour s'établir

à 7,7 millions de tonnes. Durant le mois de juin, la correction a été plus importante (9,24%). Pourtant, ce mois n'a connu ni forte pluviométrie, ni de multiples arrêts de chantiers. «Il n'y a pas de crise dans le marché du ciment, mais plutôt un retour à la normale après la bulle spéculative de 2011/2012», avait confié à L'Économiste Dominique Drouet, président du directeur de Holcim. Cette analyse peut être nuancée. Au premier trimestre, les BTP ont connu 12.000 pertes d'emploi, selon le HCP. Cette tendance baissière a été entamée il y a deux ans (-42.000 emplois en 2012 et -56.000 en 2013).

Après un cycle de croissance rapide entamé en 2003, le secteur s'est mis depuis 2009 au mode «ralentir», avec une croissance de 1,4% en 2013, contre 4,2% en 2011. Ce recul a même été signalé par Bank Al-Maghrib dans son rapport annuel. Pour la Banque centrale, «au-delà de sa contribution à la croissance, revenue d'un pic de 0,7 point de pourcentage en 2007 à 0,1 point en 2013, le ralentissement des activités du BTP a des impacts négatifs à tra-



vers ses effets d'entraînement sur les autres branches». Les calculs effectués sur la base des données des comptes nationaux montrent qu'une baisse d'1 DH de la demande adressée à ce secteur engendre une diminution de 1,3 DH de la production dans les autres branches.

Les financements se sont également durcis. Le crédit a connu un net ralentissement de son rythme de croissance, revenant de 14,9% en 2008 à 6,3% en 2013 pour l'habitat et de 58,5% à 0,6% pour la promotion immobilière.

Une analyse plus fine par sous-métier, effectuée par le HCP, démontre que la baisse a touché davantage les travaux publics. En cause, un recul de l'investissement public et d'importants retards de paiement sur plusieurs chantiers qui freinent la dynamique du secteur. La baisse aurait été enregistrée, particulièrement, au niveau des activités de construction de chaussées routières et de sols sportifs, et de construction de lignes électriques et de télécommunica-

tion. Pour ce qui est du bâtiment, ce sont essentiellement les activités de construction du gros œuvre et de l'installation d'équipements thermiques et climatisation qui auraient affiché une hausse.

Aujourd'hui, la visibilité est faible sur le reste de l'année même si les besoins en infrastructures restent importants et le déficit en logement demeure également élevé. Sans doute, les élections communales annoncées pour 2015 devraient changer la donne. Les périodes électorales sont connues par un pic de consommation. Les élus se lancent dans plusieurs chantiers pour redorer leur blason. Pareil, l'auto-construction augmente avec un rythme soutenu. Les autorités deviennent dans certaines localités peu regardantes sur les constructions non autorisées. □

IL. B.